

AMAËL CATTARUZZA, *GÉOPOLITIQUE DES DONNÉES NUMÉRIQUES. POUVOIR ET CONFITS À L'HEURE DU BIG DATA*, PARIS, LE CAVALIER BLEU, 2019, 174 P.

[Clément Marquet](#)

La Découverte | « Réseaux »

2022/2 N° 232-233 | pages 298 à 301

ISSN 0751-7971

ISBN 9782348073809

DOI 10.3917/res.232.0298

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-reseaux-2022-2-page-298.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Amaël CATTARUZZA, *Géopolitique des données numériques. Pouvoir et confits à l'heure du Big Data*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2019, 174 p.

Par Clément MARQUET

De quoi pourrait être faite une géopolitique des données ? Quels en seraient les concepts et les objets ? Amaël Cattaruzza, géographe et maître de conférences à l'École Spéciale Militaire de Saint-Cyr, explore au travers d'un essai ce que la numérisation du monde fait à la géopolitique. Celle-ci y est comprise non seulement comme l'ensemble des relations de rivalité, conflit, et influence entre États et acteurs non étatiques, mais aussi comme champ de recherche qui prend pour objet ces relations à partir de l'étude des frontières, espaces, territoires et acteurs qui y participent. L'enjeu est ainsi de comprendre comment les données contribuent à renouveler les instruments de l'analyse géopolitique, mais aussi comment les technologies numériques constituent de nouveaux leviers d'exercice ou de contestation des puissances. Il propose pour cela d'ordonner les phénomènes numériques selon trois couches : matérielle (les infrastructures physiques), logicielle (strates de langage qui composent l'informatique, du système d'exploitation aux applications en passant par les protocoles d'échanges de données) et sémantique (les contenus véhiculés dans le cyberspace). À vocation programmatique, l'ouvrage s'appuie sur un ensemble d'études réalisées récemment dans les champs de la géopolitique, de la géographie et des sciences sociales. Il est organisé en trois parties.

La première partie porte sur les médiations du *big data* dans notre connaissance du monde et à leurs implications sur les schémas de prise de décision. L'auteur dénaturalise à la fois les outils, les schémas et les ressources du *big data* dans une perspective critique et opérationnelle. Pour cela, il opère en cinq temps. Il commence par resituer l'histoire des données (I) et la rupture apportée par l'émergence du *big data* : il ne s'agit pas tant du volume de données traitées que des transformations qui touchent à « la vitesse des données, leur variété, leur exhaustivité, leur résolution, leur relationalité et leur évolutivité » (p. 30) (II). Puis, pour ne pas se laisser happer par les risques positivistes et les menaces de la gouvernementalité algorithmique, l'auteur invite à avoir une approche critique des données et des instruments de traitement. Cela implique deux choses : d'abord, comprendre les différents types de données (qualitatives, quantitatives, continues ou discrètes, structurées ou

non structurées, métadonnées), les modalités de leur captation et ce que font les outils de traitement de données à nos représentations. En effet, les données ne sont pas des vérités pré-analytiques ; elles ne donnent à voir qu'une vision partielle du monde, dépendant de leurs conditions de production et de mise en forme. Elles sont ainsi un produit sociopolitique (III). Cette approche critique permet à l'auteur de redéfinir le rôle des données dans les chaînes de décision : *capta* plutôt que *data*, elles ne peuvent être tenues pour acquises et servir de fondement non interrogé à la décision, selon les modèles classiques de la pyramide du savoir (données > information > savoir > décision). Au contraire, il convient selon l'auteur d'engager une dialectique du savoir dans lequel la décision est renseignée de façon continue par les processus qui lient données, information et savoir (IV). Cette première partie théorique propose ainsi de nouvelles cartes du champ décisionnel au travers de la présentation des opportunités, vulnérabilités et dimensions stratégiques du cycle de vie des données (production, transmission, stockage et traitement) (V).

La partie suivante s'intéresse aux dynamiques qui contribuent à la territorialisation de l'internet. En s'appuyant sur de nombreux travaux, l'auteur donne à voir de façon originale comment les différentes strates du numérique (matérielles, logicielles et sémantiques) participent à la constitution de territoires – et donc à l'exercice ou à la contestation des puissances – reconduisant les notions classiques de la géopolitique (telles que la rivalité, l'influence, les rapports de force) au travers de nouveaux objets. Depuis la fin des années 2000, et encore plus depuis l'affaire Snowden en 2013, de nombreux États se méfient de l'hégémonie américaine (et de ses conséquences en matière d'espionnage) et cherchent à s'en émanciper. L'auteur met notamment en avant plusieurs initiatives visant à reprendre le contrôle sur la localisation et la circulation des données : les multiples reconfigurations et échecs du *cloud* français lancé en 2009 par le gouvernement Fillon ; la construction de nombreux *data centers* en Sibérie par le gouvernement russe depuis 2014, dans la perspective de reterritorialiser les données au sein des frontières du pays ; la mise en place depuis 2014 également du « câble des BRICS » devant relier le Brésil, l'Afrique du Sud, l'Inde, la Chine et la Russie ; ou encore la demande en 2013 de l'opérateur *Deutsche Telecom* auprès du gouvernement allemand d'établir un routage national, ou de mener une négociation auprès des institutions européennes pour un « routage Schengen ». L'auteur donne ainsi à voir une géopolitique des *data centers*, des câbles sous-marins et des protocoles d'échange de données, au sein de laquelle se joue non seulement des questions de souveraineté mais aussi de puissance : avoir la mainmise sur les

infrastructures rend possible pour les États d'exercer une influence majeure aux échelles régionales et internationales.

Par ailleurs, l'auteur met aussi en avant le rôle crucial du droit dans le processus de territorialisation des données, qu'il s'agisse de leur localisation et des contraintes qui déterminent les frontières de leur circulation. C'est au travers de batailles législatives entre le droit américain aux applications extraterritoriales et la construction de cadres réglementaires nationaux et contraignants que se négocient les espaces de la localisation des données et les modalités de leur traitement. L'auteur aborde également les tensions entre gouvernance multi-acteurs et multilatérale du web (telles que les négociations pour l'adressage et le nommage d'internet à l'ICANN) et les enjeux définitionnels de la cyberguerre : à partir de quel moment une cyberattaque peut-elle avoir pour réponse l'utilisation de moyens armés conventionnels ? Cette question fait controverse, tant parmi les chercheurs qu'entre les États. D'une part, c'est le théâtre des opérations qui est profondément transformé, mais, d'autre part, avec le recours au numérique pour des actions de déstabilisation (*fake news*, *trolling*, piratage), ce sont aussi les acteurs privés qui prennent de plus en plus part aux conflits, intensifiant une logique de privatisation de la guerre déjà présente sur le champ de bataille.

La troisième et dernière partie explore ce que la numérisation fait aux concepts principaux de la géopolitique : le territoire, le champ de bataille, la frontière, la surveillance et le pouvoir. Elle repose davantage sur des rapports et coupures de presse que sur des articles universitaires, donnant une dimension plus prospective au propos. Pour organiser cette réflexion, l'auteur s'appuie sur les travaux des géographes Martin Dodge et Rob Kitchin pour décrire la production de « code/espace ». Celui-ci « se produit lorsque les logiciels et la spatialité de la vie quotidienne se forment mutuellement, c'est-à-dire se produisent l'un l'autre » (p. 132), tel par exemple l'aéroport, succession de code/espace qui, en cas de panne informatique, se transforme en hangar pour avions. On comprend que ces « codes/espaces » ouvrent une nouvelle compréhension du champ de bataille où tous les flux sont connectés. Des équipements et véhicules portés et utilisés par les soldats au terrain géoréférencé sur lequel ils évoluent, en passant par l'ensemble des sources hétérogènes (réseaux sociaux, smartphones) pouvant donner des avantages militaires, ces flux de données introduisent de nouvelles questions dans la gestion de la prise de décision (quels algorithmes de traitement ? quelle attribution de la responsabilité ?). Ils sont aussi une source de vulnérabilité en cas de panne et de cyberattaque. Une observation importante porte sur les avantages que les flux

privés, constituant un clair-obscur d'informations semi-publiques, offrent à des armées irrégulières comme les groupes terroristes. Ceux-ci peuvent s'en saisir pour menacer les familles des officiers (comme cela a pu arriver au Danemark) ou identifier la position et les contours de bases militaires secrètes grâce aux traces laissées par les applications de course à pied utilisées par les soldats.

Les porosités qui affectent le champ de bataille transforment également le contrôle aux frontières et les pratiques de surveillance : d'une part, le contrôle aux frontières n'est plus envisagé comme une activité exclusivement nationale mais repose sur la mise en réseaux de bases de données nationales et transnationales par des coopérations internationales. D'autre part, la frontière, comme la surveillance, s'élargit, se fait plus diffuse, s'interpénètre avec le territoire au travers des contrôles policiers et des dispositifs de sécurité. Enfin, Amaël Cattaruzza s'appuie sur les travaux du géographe Boris Beaude pour rendre compte de la mutation qui est à l'œuvre dans l'exercice du pouvoir : alors que la géopolitique et la surveillance se jouaient essentiellement dans des espaces topographiques caractérisés par la contiguïté et la localisation, la numérisation du monde les entremêle avec des espaces réticulaires, caractérisés par la connexité et la communication.

Au final, cet essai est stimulant et d'une grande actualité. Il remplit son objectif, à savoir ouvrir de nouveaux espaces et objets de recherche. En contrepartie, peut-être inévitable dans un ouvrage relativement bref (174 p.), il laisse le lecteur sur sa faim à de nombreuses reprises. En dressant un panorama des enjeux de la géopolitique des données, l'auteur introduit à chaque section de nouveaux objets, de nouveaux acteurs, de nouvelles hybridations et porosités et de nouvelles questions. Si la deuxième partie parvient efficacement à cartographier la très grande diversité des rapports de force qui composent cette géopolitique en s'appuyant sur des études empiriques, la troisième partie apparaît souvent plus allusive et on peine parfois à hiérarchiser ce qui relève de l'anecdote, du mouvement de fond ou de la promesse technologique – en particulier lorsqu'on est au plus proche du champ de bataille. Toujours est-il que les contours de cette géopolitique des données se dessinent concrètement, et que l'on se réjouira, dans une revue comme *Réseaux*, de voir que les concepts et chercheurs familiers des STS peuvent y jouer un rôle non négligeable.

Clément MARQUET

Costech / Université de Technologie de Compiègne
clement.marquet@utc.fr